

Vous ne les voyez
peut-être pas,
mais elles
vous entourent



RAPPORT ANNUEL 1998

Nous sommes nombreux, dans le grand public, à n'avoir guère conscience au quotidien de la normalisation technique, alors que nous bénéficions des avantages « invisibles » que nous procurent les Normes internationales.

L'ISO ET LA NORMALISATION INTERNATIONALE

L'ISO est l'Organisation internationale de normalisation. Elle est composée des organismes nationaux de normalisation de pays grands et petits, industrialisés et en développement, de toutes les régions du monde. L'ISO élabore des normes techniques volontaires qui donnent une valeur ajoutée à tous les types d'activités économiques. Les normes ISO contribuent à un développement, à une production et à une livraison des produits et services plus efficaces, sûrs et respectueux de l'environnement, ainsi qu'à des échanges facilités et plus équitables entre les pays. Les normes ISO servent également à protéger les consommateurs, et les utilisateurs en général, des produits et des services, ainsi qu'à leur simplifier la vie.

L'ISO n'élabore que des normes qui sont exigées par le marché. Les travaux sont réalisés par des experts du monde industriel, technique ou économique qui ont demandé lesdites normes et qui les appliquent par la suite. À ces experts peuvent s'associer d'autres experts aux compétences particulières, comme les représentants d'agences gouvernementales d'organisations de consommateurs, des milieux académiques et de laboratoires d'essais.

Publiées sous la désignation de Normes internationales, les normes ISO représentent un consensus international sur l'état de l'art dans la technologie concernée.

SOMMAIRE



Au service des partenaires de l'ISO	1
Des résultats éloquentes	4
Structure de l'ISO	14
Personnalités dirigeantes	15
Membres	16
État financier	19

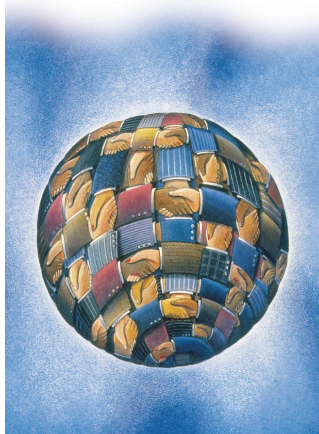
AU SERVICE DES PARTENAIRES DE L'ISO



Les bénéficiaires des Normes internationales élaborées par l'ISO sont les instituts nationaux membres de l'Organisation, les milieux des affaires et de l'industrie, les organisations gouvernementales et non gouvernementales, les consommateurs et la société dans son ensemble. En 1998, l'ISO a livré ses produits à tous ses groupes de partenaires.

UN RÔLE FUTUR FORT POUR LES INSTITUTS NATIONAUX

Si l'on reconnaît de plus en plus la primauté des Normes internationales, les organismes au niveau national se doivent néanmoins de fournir une interface adaptée à leur contexte économique et culturel propre. C'est la principale conclusion à laquelle est parvenue la séance publique de l'ISO (15 septembre 1998, Genève) dont le thème était le rôle futur des 130 organismes nationaux de normalisation (ONN) membres de l'Organisation. Le mot d'ordre souvent lancé: «Pensez globalement, agissez localement», s'il n'a pas été prononcé lors de la séance, résume fort bien les débats auxquels un large éventail de groupes d'intérêt ont participé: consommateurs, gouvernements, monde du travail, petites et moyennes entreprises, multinationales, ainsi que des ONN de pays en développement et de pays hautement industrialisés.



L'ISO AU 21^E SIÈCLE: LES STRATÉGIES POUR 1999-2001

L'ISO a approuvé des stratégies pour 1999-2001, dont les concepts principaux sont:

«**Valeur - Partenariat - Optimisation**».

Commentant ces stratégies, le Vice-président de l'ISO (Questions de politique), M. Akira Aoki, a déclaré qu'elles mettent l'accent sur la position du monde des affaires, qui demande la pertinence pour le marché, et sur un modèle opérationnel qui exploite pleinement le potentiel des technologies de l'information et des communications, avec priorité particulière donnée aux pays en développement.



*Davantage d'adeptes pour
les nouveaux produits vers
une normalisation plus rapide*

À BESOINS SPÉCIAUX, PRODUITS NOUVEAUX

Les normes ISO sont élaborées selon des règles rigoureuses pour en assurer la transparence et l'équité. Le revers de la médaille est que le consensus entre les parties intéressées peut prendre du temps, tout comme l'enquête publique dans les pays membres de l'ISO, à laquelle l'accord doit être soumis. Certains utilisateurs de normes, notamment dans les secteurs technologiques en rapide évolution, considèrent qu'il serait plus important de réaliser un accord technique et de le publier rapidement, au lieu de passer par un



RAPPORT ANNUEL
DE L'ISO 1998





processus de vérifications et d'équilibrages nécessaire pour obtenir le statut de Norme internationale à part entière. Aussi l'ISO a-t-elle introduit en 1998 une nouvelle gamme de produits (Spécification technique, Spécification publiquement disponible, Accord technique industriel), comprenant différentes catégories d'accords avec des procédures d'élaboration simplifiées adaptées à de tels besoins.

En marge de cette initiative, l'ISO a créé la nouvelle catégorie de liaison D qui permet à des groupes, notamment à des consortiums industriels, de participer aux travaux techniques.

Si le consensus et le processus requis demeurent la base des normes de l'ISO, l'élaboration de ces procédures et produits nouveaux montre cependant la volonté de l'Organisation de faire preuve de souplesse et de répondre aux exigences particulières de secteurs commerciaux spécifiques en matière de normes techniques.

Une description détaillée des nouveaux produits de l'ISO est disponible sur le site *Web ISO Online*.

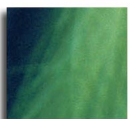


RAPPORT ANNUEL
DE L'ISO 1998

L'ÉVALUATION DE LA CONFORMITÉ, UNE IMPORTANCE ACCRUE

Aujourd'hui, la plupart des produits complexes requièrent, avant d'être commercialisés, des essais de conformité à des spécifications ou à des règlements en matière de sécurité, de santé ou d'environnement. Des produits plus simples nécessitent parfois une documentation technique de soutien renfermant des données d'essais.

Au fil des ans, l'ISO a élaboré une part importante des normes par rapport auxquelles la conformité des produits est évaluée, ainsi que des méthodes d'essais



normalisées qui autorisent une comparaison probante de résultats d'essais, si indispensable au commerce international.

En partenariat avec la CEI (Commission électrotechnique internationale), l'ISO élabore des Guides ISO/CEI traitant des divers aspects des activités d'évaluation de la conformité, ainsi que des organisations spécialisées. Les critères volontaires que contiennent ces guides sont le fruit d'un consensus international sur ce qui constitue les meilleures pratiques. Leur mise en œuvre favorise la constance et la cohérence de l'évaluation de la conformité dans le monde et facilite par conséquent le commerce transfrontière.

Concrètement, les Guides ISO/CEI ont suscité un tel respect que des gouvernements en ont adopté un certain nombre comme normes, les rendant parfois obligatoires. L'ISO s'est par conséquent dotée d'un processus qui permet de transformer certains de ces guides en Normes internationales afin de faire ressortir leur statut dans le commerce mondial et les législations gouvernementales.

L'intérêt pour les travaux de l'ISO dans ce domaine est considérable et englobe des acteurs tels que l'OMC (Organisation mondiale du commerce). Pour accroître la pertinence de ces travaux pour le marché, l'ISO a décidé en 1998 de focaliser le débat sur les questions d'évaluation de la conformité sur le plan mondial, avec la participation des parties intéressées, y compris les utilisateurs, les consommateurs et les associations professionnelles.

ÉLARGIR LES HORIZONS DE L'ISO

Des normes pour les services

Si la liberté du commerce doit avoir un sens aujourd'hui, les services, qui sont désormais un élément important du commerce, doivent circuler librement d'un pays à l'autre comme des produits manufacturés.

La question est de savoir si l'ISO, qui élabore traditionnellement des normes de «produits» au sens de produits manufacturés, peut apporter une valeur ajoutée aux produits du secteur des services.

Le marché a-t-il besoin que l'ISO se lance dans de nouveaux travaux de normalisation internationale dont la finalité serait de faciliter l'expansion d'un commerce mondial des services?



développement auprès de l'OMC n'ont pas forcément une connaissance des questions de normalisation, ni de contact avec l'organisme membre de l'ISO dans leur pays.

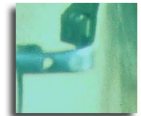
Pour répondre à ces questions, l'ISO, en collaboration avec l'OMC, a organisé des séminaires régionaux en 1998 à Singapour, en Argentine, en France et aux États-Unis, le but étant de recueillir l'avis des professionnels dans différents domaines des services, y compris l'hôtellerie et le tourisme, les services financiers, les conseils en ingénierie et les services publics.

Les résultats de ces séminaires sont maintenant collationnés et un certain nombre de recommandations pertinentes seront présentées au Conseil de l'ISO en 1999 pour suite à donner.

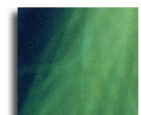
ÉTENDRE L'INFLUENCE DE L'ISO

L'importance des Normes internationales pour le commerce mondial ne fait aucun doute. C'est si vrai que les accords du GATT renferment dans une annexe un Code de pratique pour l'élaboration, l'adoption et l'application des normes. Le Code de la normalisation du GATT invite instamment les gouvernements à utiliser les Normes internationales afin de prévenir les obstacles à la libre circulation des produits dans le monde. Le problème, selon les membres de l'ISO, tient au fait que les délégations gouvernementales des pays en

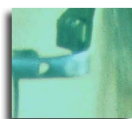
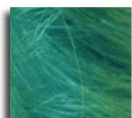
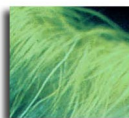
La solution imaginée par le Président de l'ISO pour 1997-1998, M. Liew Mun Leong, est un Livre blanc remis aux gouvernements dans les pays en développement leur expliquant l'importance accrue que revêt la normalisation internationale et sa pertinence pour le développement de leur économie.



RAPPORT ANNUEL
DE L'ISO 1998



DES RÉSULTATS ÉLOQUENTS



La normalisation internationale aujourd'hui occupant fermement une position stratégique de pointe, il se peut que l'on perde de vue les avantages pratiques, au quotidien, des normes ISO «sur le terrain». En 1998, l'ISO a publié 1 058 Normes internationales qui apportent des solutions à des problèmes dans des secteurs variés, allant des domaines d'activité traditionnels, comme l'agriculture et la construction, aux toutes nouvelles technologies de l'information, telles que le codage numérique et les signaux audiovisuels pour les applications multimédias, en passant par les disciplines de la mécanique ainsi que du management de la qualité et de l'environnement. La partie suivante présente quelques points forts des réalisations de l'ISO en 1998.

LES NORMES DANS LA VIE QUOTIDIENNE

Nous sommes nombreux, dans le grand public, à n'avoir guère conscience au quotidien de la normalisation technique, alors que nous bénéficions des avantages «invisibles» que nous procurent les Normes internationales. À maints égards, elles facilitent la vie, la rendent plus saine et plus confortable, tout en assurant la qualité et en produisant des avantages économiques. Pour souligner cet aspect, les «Normes dans la vie quotidienne» a été le thème choisi pour la 29^e Journée mondiale de la normalisation, le 14 octobre 1998, par l'ISO et ses partenaires dans la normalisation internationale, CEI et UIT (Union internationale des télécommunications).

Les dirigeants de ces trois organisations, dans leur message conjoint de la Journée mondiale de la normalisation, ont donné quelques exemples pratiques: «Imaginez, par exemple, que vous ne puissiez pas retirer de l'argent à un distributeur automatique de billets parce que votre carte bancaire n'entre

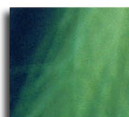


pas dans la fente; imaginez des piles qui ne s'adapteraient à aucun de vos appareils électriques; des magasins sans codes à barres pour faire l'inventaire et déterminer le prix des marchandises; imaginez des sites Internet sans noms de domaines normalisés.»

Ils ajoutent: «Dans le monde actuel, nous voulons des communications rapides et efficaces, nous demandons que les appareils électroniques soient compatibles et interopératoires, et nous exigeons que nos outils fonctionnent, que les produits et marchandises soient d'un prix raisonnable,



RAPPORT ANNUEL
DE L'ISO 1998



toujours disponibles et de la meilleure qualité. Les Normes internationales sont donc absolument indispensables – même si la plupart du temps elles sont si peu visibles que l'on est amené à les considérer comme allant de soi.»

Les normes, précisent les responsables de l'ISO, de la CEI et de l'UIT, procurent à l'utilisateur final un critère de jugement, une mesure de la qualité, et une certaine garantie de compatibilité et d'interopérabilité.

«Qu'il s'agisse d'une norme permettant de relier entre tous les réseaux téléphoniques du monde, d'une norme garantissant la compatibilité électromagnétique d'un appareil électromédical utilisé dans un hôpital, d'une norme aidant une entreprise à assurer un service de qualité et respectueux de l'environnement, les Normes internationales constituent un véritable point d'appui pour la vie de tous les jours. Elles favorisent l'amélioration de la qualité de la vie, car elles contribuent à la sécurité, à la santé humaine et à la protection de l'environnement.»

Prenez le bus ISO 9000 !

Vivez dans la ville ISO 14000 !



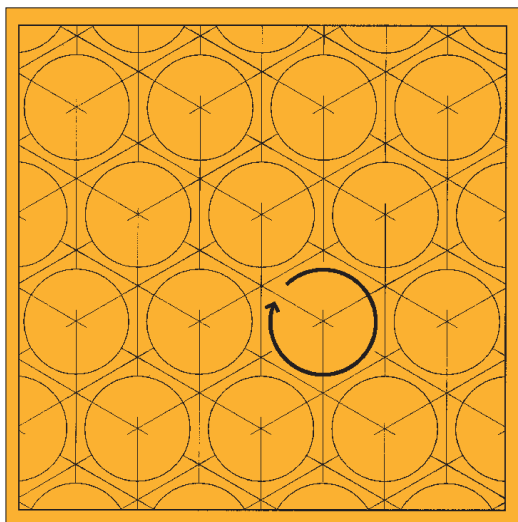
La ville de Genève, Suisse, et la ville de Joetsu, Japon, ont été, en 1998, le théâtre de ce qui pourrait s'avérer être un signe des temps en ce qui concerne les développements liés à ISO 9000 et à ISO 14000. Les deux familles de normes ISO de systèmes de management, connues au plan international dans le monde des affaires et des autorités publiques, commencent à avoir un impact sur le grand public.

Deux événements récents laissent apparaître cette tendance, à savoir:

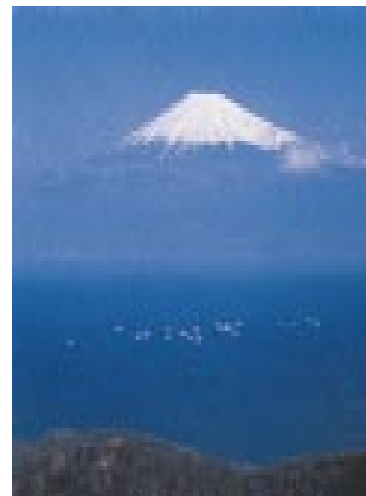
En premier lieu, le système de management de la qualité mis en place par les transports publics de Genève a été certifié conforme à ISO 9001, et l'on a veillé à ce que le grand public en soit informé. Les 340 tramways, trolleybus et bus sont frappés de logos destinés à marquer cette réalisation. En second lieu, le système de management environnemental implanté par Joetsu a été certifié conforme à ISO 14001. Des représentants de la ville japonaise ont souligné leur volonté de mieux sensibiliser, par cet exemple, la population et les entreprises locales aux questions environnementales.

L'ISO AU-DELÀ DES NORMES INTERNATIONALES...

Tout comme les fabricants qui offrent aujourd'hui des services de soutien pour leurs produits, l'ISO offre des services ou des produits supplémentaires à l'appui de portefeuilles de Normes internationales se rapportant à ses travaux fondamentaux. L'ISO publie par exemple la série des Manuels pour le développement pour aider les pays en développement et les économies en transition à établir et à renforcer une infrastructure de normalisation qui puisse contribuer à leur croissance économique.



En 1998, l'ISO a publié un nouveau manuel, le Manuel pour le développement 10, *Le management environnemental et ISO 14000*. Pour M. Gene Hutchinson, Président de l'ISO/DEVCO (Comité pour les questions



RAPPORT ANNUEL
DE L'ISO 1998





LE MONDE DANS VOTRE POCHE

Les premiers exemples historiquement attestés de normalisation sont des accords sur les mesures. De nos jours, le système métrique ou SI (Système international d'unités), qui est défini dans des normes ISO, donne la base des systèmes de mesure normalisés sans lesquels la science, la fabrication et le commerce seraient chaotiques, voire impossibles. En publiant le *SI Guide* (32 pages), l'ISO met à la disposition des scientifiques, des ingénieurs et des étudiants «la mesure de toutes choses» sous la forme d'un petit ouvrage pratique en format de poche.



LE MONDE SUR VOTRE BUREAU

Les recueils de normes ISO sont d'un format plus grand que le «format de poche», mais constituent aussi des ouvrages de référence pratiques, compagnons de bureau que l'on pourra aussi glisser dans son attaché-case. Chaque recueil regroupe en un ou deux volumes le «monde entier» des travaux techniques de l'ISO sur un thème donné. Deux recueils ont été publiés en 1998.



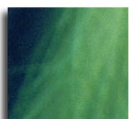
- **Éléments de fixation et filetages**
Ce recueil, qui connaît maintenant sa quatrième édition, rassemble en deux tomes les 156 Normes internationales relatives aux éléments de fixation (boulons, vis, écrous, rondelles, goupilles

relatives aux pays en développement), «ISO 14000 va plus loin que la simple conformité à la législation relative à l'environnement. ISO 14000 encourage à un examen systématique de tous les secteurs d'une organisation dont les activités ont un impact sur l'environnement et peuvent créer des gains en production par le biais d'une réduction des déchets et d'économies dans la consommation d'énergie et de matériaux. Les pays en développement, qui, de toute évidence, ne peuvent se permettre de gaspiller leurs rares ressources, tireront parti d'une bonne connaissance d'ISO 14000 et de sa mise en œuvre.

»Le nouveau manuel pour le développement de l'ISO a pour but d'aider les pays en développement à réaliser ces avantages. Toutefois, comme de nombreux autres manuels précédents, il suscitera aussi l'intérêt des lecteurs du monde de l'entreprise et d'autres organisations dans les pays développés, qui sauront apprécier le traitement clair, concis mais exhaustif du sujet.»



RAPPORT ANNUEL
DE L'ISO 1998



et rivets) et aux filetages – ces éléments humbles mais essentiels qui permettent de faire tenir des structures de tous les types. Lorsque l'on sait que des milliards d'éléments de fixation sont utilisés chaque année en Europe seulement, les avantages économiques et techniques potentiels de la normalisation dans ce domaine sont considérables.

- **Papiers, cartons et pâtes**

Nous associons immédiatement le papier aux livres, aux journaux et aux documents, mais les papiers et cartons sont des matériaux qui ont des centaines d'autres applications – emballages, serviettes en papier, isolation, photographie et construction, pour n'en mentionner que quelques-unes. Cette polyvalence est possible parce que les fournisseurs et leurs clients peuvent s'appuyer sur une méthode de vérification normalisée pour distinguer les caractéristiques du papier ou de la pâte à papier qui sont essentielles pour un travail donné.

Ce recueil rassemble environ 130 Normes internationales sur le papier et des sujets apparentés.

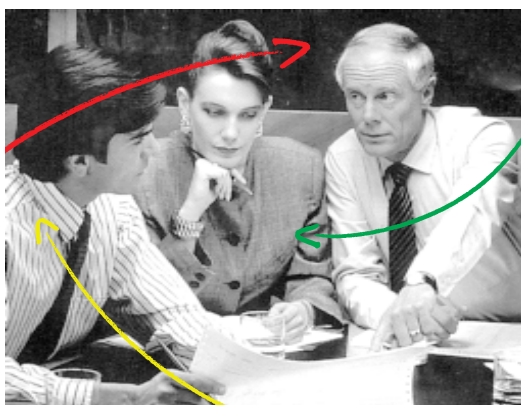


LE TOUR DU MONDE AVEC LES NORMES ISO RELATIVES AUX SYSTÈMES DE MANAGEMENT

L'ISO a mené à bien deux cycles de *L'Étude ISO sur les certificats ISO 9000 et ISO 14000*, dont le second faisait le point de la situation mondiale à la fin de 1997. L'étude a montré que le nombre de certificats ISO 9000 (management de la qualité) a augmenté de près de 40 % en 1997 et que le nombre de certificats ISO 14000 (management environnemental) a plus que triplé, preuve de l'impact des normes ISO relatives aux systèmes de management sur les activités économiques dans le monde.

COMMENT TIRER LE MEILLEUR PARTI D'ISO 9000 ET D'ISO 14000

Les organisations qui veulent utiliser le plus judicieusement possible les modèles ISO 9000 (qualité) et ISO 14000 (environnement) et en tirer les plus grands avantages ont besoin de lignes directrices, car ces deux familles comptent en tout quelque 20 normes. L'ISO a répondu à ce besoin en 1998 en publiant deux nouvelles brochures.

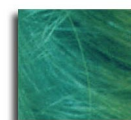


- **ISO 9000 – Choisir et appliquer**

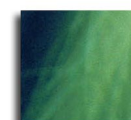
Cette brochure contient trois exemples de la manière dont les organisations ont adopté une approche intégrée pour utiliser la famille ISO 9000. Les organisations citées sont une petite entreprise de développement de logiciels, un organisme social, un fabricant de machines à laver et une grande entreprise de traitement chimique. La brochure offre un plus: la présentation d'un modèle en 10 étapes pour mettre en œuvre ISO 9000 comme base de l'amélioration continue.

- **ISO 14000 – Faites connaissance avec la famille!**

Cette brochure explique que la famille est composée de deux types de normes, les unes se rapportant aux systèmes de management environnemental (SME), les autres étant des outils pour aider l'organisation à réaliser sa politique, ses objectifs et ses cibles en matière d'environnement.



RAPPORT ANNUEL
DE L'ISO 1998





RÉPONDRE AUX PRÉOCCUPATIONS DE TOUS

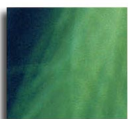
Le système d'élaboration des normes ISO est dynamique. Dans ce système, les entrées sont les exigences du commerce, de l'industrie, des gouvernements et des clients qui sont proposées par les membres nationaux de l'ISO et qui deviennent des études nouvelles (NWI). Ces études sont traitées aux différents stades du projet de comité (CD), du projet de Norme internationale (DIS), du projet final de Norme internationale (FDIS), pour être enfin officialisées comme de simples documents normatifs – par exemple les Rapports techniques (TR) – ou comme Normes internationales à part entière avec la désignation ISO. Le choix qui suit, réalisé dans les pages du *Bulletin ISO*, donne un aperçu de certains résultats obtenus, c'est-à-dire des sorties du système d'élaboration des normes de l'ISO, et des avantages que ce dernier apporte aux partenaires de l'ISO, qui sont aussi bien les utilisateurs directs que la société dans son ensemble.

ISO/DIS 10015, Management de la qualité – Lignes directrices pour la formation

Sur un marché en constante évolution, où les exigences et les attentes des clients ne cessent de croître, il importe que le personnel d'un organisme, à tous les niveaux, soit formé, afin qu'il puisse remplir ses engagements à fournir les produits de la qualité désirée. Cette norme définit des lignes directrices destinées à des organismes et à leur personnel lorsqu'ils traitent des questions de formation qui intègrent un engagement à progresser de façon continue.



RAPPORT ANNUEL
DE L'ISO 1998





ISO/TR 14645, Véhicules routiers – Méthode d'essai pour une évaluation des interactions des systèmes de retenue pour enfants et des sacs gonflables en cours de déploiement.

Malgré le peu d'expérience acquise dans le cas des véhicules équipés de sacs gonflables pour passagers, les essais préliminaires en laboratoire ont indiqué que les forces libérées lors de leur déploiement peuvent être suffisantes pour blesser des enfants assis dans un siège comportant un système de retenue. Les indications contenues dans cette norme ont été élaborées pour améliorer la compréhension de ces interactions et pour faciliter l'évaluation des modèles à venir.

ISO/DIS 15027, Combinaisons de survie

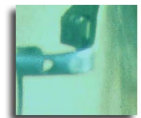
Cette norme définit des prescriptions de performance minimales pour les combinaisons de survie portées par les personnes exerçant une activité professionnelle ou de loisir, sur l'eau ou à proximité de l'eau. Ces combinaisons assurent une protection contre les intempéries pendant le travail et, en cas d'immersion accidentelle, elles permettent de survivre plus longtemps et facilitent le sauvetage. La norme, qui spécifie les niveaux minimaux d'isolation en fonction des températures de l'eau auxquelles il

convient d'utiliser les différentes catégories de combinaisons flottantes, est destinée à aider les fabricants, les acheteurs et les utilisateurs.

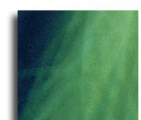


ISO 12944, Peintures et vernis – Anticorrosion des structures en acier par systèmes de peinture

Les structures en acier non protégées, qu'elles soient exposées à l'air, immergées ou enterrées, sont sujettes à la corrosion et risquent d'être endommagées. Elles ont de ce fait besoin d'une protection correspondant à la durée de vie que l'on exige d'elles. Cette norme en huit parties traite de la protection par systèmes de peinture et revêtements. Elle donne des



RAPPORT ANNUEL
DE L'ISO 1998





informations complètes, sans ambiguïté et claires pour favoriser une coopération concrète et efficace entre les nombreuses parties intéressées: maîtres d'ouvrage, maîtres d'œuvre, consultants, entreprises qui effectuent les travaux de protection contre la corrosion, contrôleurs des revêtements de protection et fabricants de produits. Bien qu'elle ne traite pas de questions financières et contractuelles, elle attire l'attention sur le fait que, compte tenu des conséquences considérables d'une protection insuffisante contre la corrosion, la non-conformité aux prescriptions et aux recommandations de la norme peut avoir de graves incidences financières.

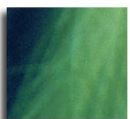


ISO/FDIS 7176-1, Fauteuils roulants

Lorsque l'on prescrit un fauteuil roulant pour un utilisateur handicapé, ou lorsqu'on l'ajuste pour répondre à des besoins spécifiques, il est important de connaître les caractéristiques de stabilité du dispositif. Certains utilisateurs ont besoin d'une grande stabilité pour garantir la sécurité, d'autres préfèrent des fauteuils roulants finement équilibrés et plus manœuvrables. Cette norme, qui fait partie d'une série en plusieurs parties sur les fauteuils roulants, spécifie les méthodes d'essai pour mesurer la stabilité des fauteuils roulants dans plusieurs situations courantes: par exemple, enclencher des freins de parcage sur une pente, ou encore chercher à atteindre un objet en étant assis dans le fauteuil roulant, roues déverrouillées, sur une surface



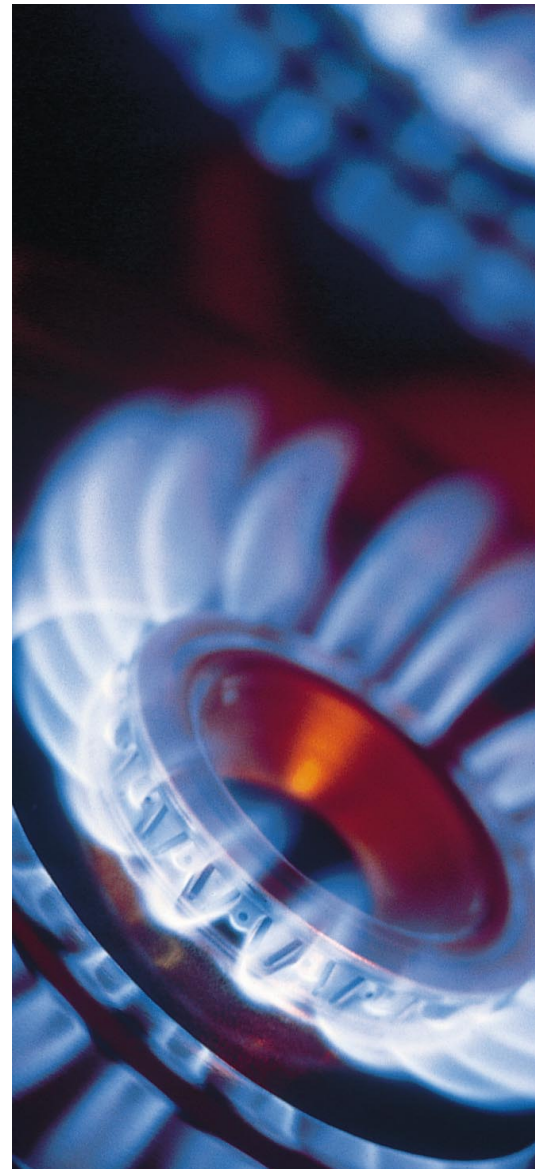
RAPPORT ANNUEL
DE L'ISO 1998



plane. Les essais donneront également des informations sur la facilité à lever un fauteuil roulant sur ses roues arrière, par exemple lorsque l'utilisateur veut franchir un rebord de trottoir.

ISO 13686, Gaz naturel – Désignation de la qualité

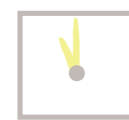
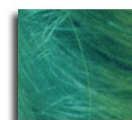
Le gaz naturel assure déjà 20 % de l'énergie primaire utilisée dans le monde et devrait voir à l'avenir ses parts de marché augmenter considérablement, mais il n'existait pas de définitions généralement acceptées de la qualité de cette ressource. La norme comble cette lacune. Elle s'applique au gaz naturel avant tout traitement et couvre ainsi la plus grande part du gaz naturel commercialisé sur le plan international.



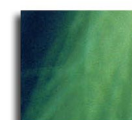
ISO 14012, Lignes directrices pour l'audit environnemental – Critères de qualification pour les auditeurs environnementaux

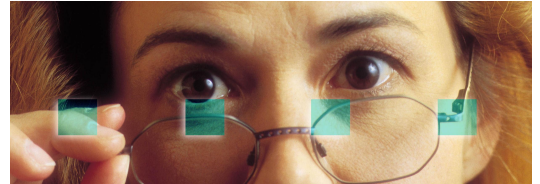
Pour étayer la mise en œuvre des systèmes de management environnemental et de l'audit environnemental, des lignes directrices relatives aux critères de qualification pour les auditeurs environnementaux sont indispensables. Cette norme donne de telles indications tant pour les

auditeurs internes que pour les auditeurs externes, qui doivent avoir les mêmes compétences. Toutefois, les auditeurs internes peuvent ne pas avoir à respecter tous les critères détaillés dans cette norme, selon la taille, la nature, la complexité et les impacts environnementaux de leur entreprise, et selon l'expérience et l'expertise à disposition en matière d'environnement.



RAPPORT ANNUEL
DE L'ISO 1998



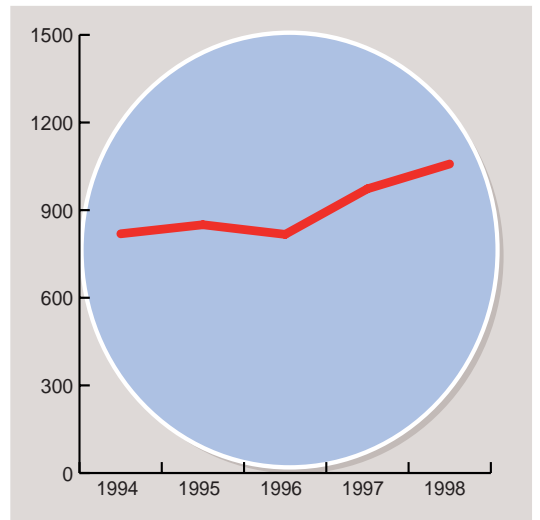


Production annuelle: normes publiées

En 1998: **1 058** Normes internationales
nouvelles et révisées

À fin 1998, le portefeuille de l'ISO comptait
11 950 Normes internationales

La migration complète de l'accès aux
fichiers électroniques des normes a été
achevée en 1998, toutes les nouvelles
normes sont postées sur le serveur ISO
Standards and publications (ISOSTD).



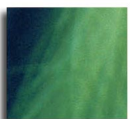
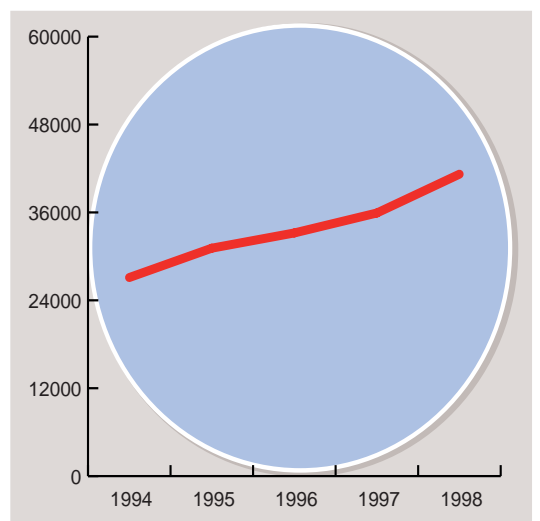
Production annuelle: nombre de pages

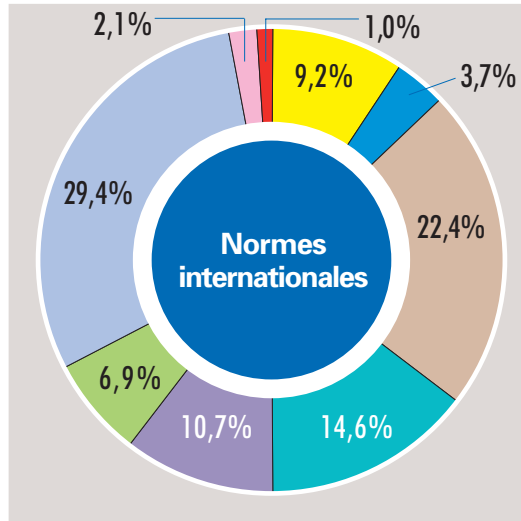
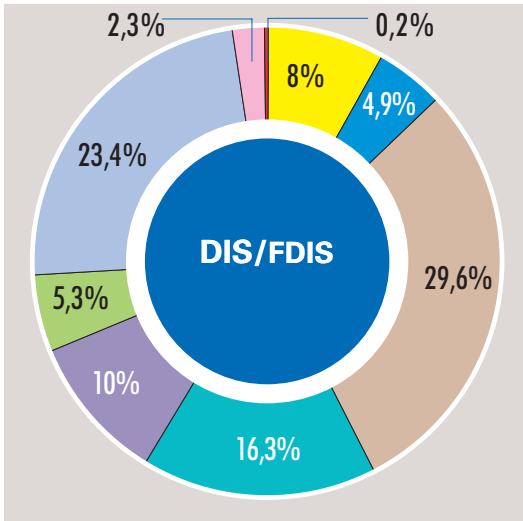
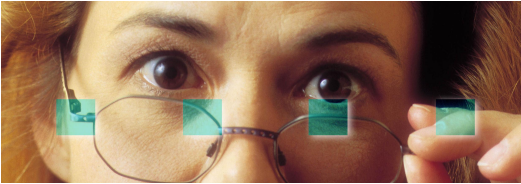
En 1998: **41 221** pages en
anglais et en français

Le nombre total de pages publiées
fin 1998 s'élève à **323 921** pages

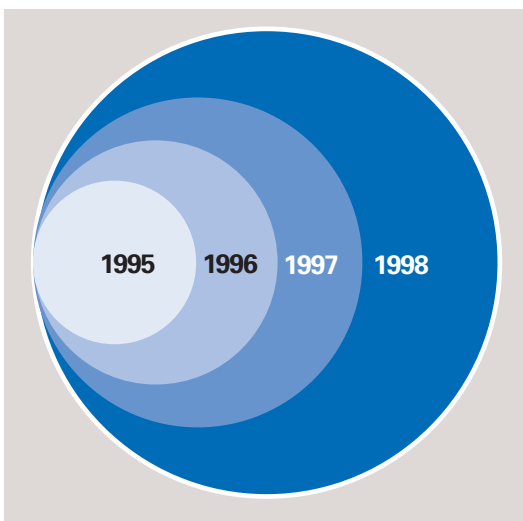
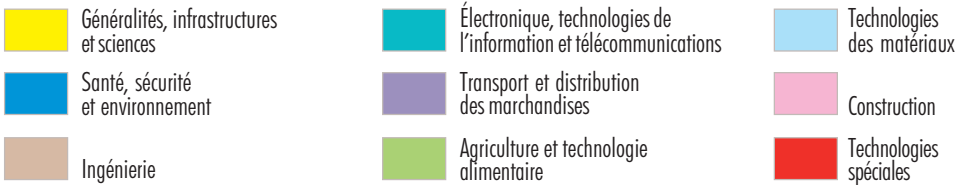


RAPPORT ANNUEL
DE L'ISO 1998





Portefeuille des Normes et projets de Normes internationales ISO par secteur technique à fin 1998

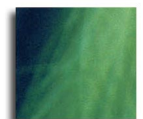


Nombre d'accès (de l'extérieur du Secrétariat central de l'ISO) au site Web ISO Online

1995	1,3 millions
1996	2,8 millions
1997	5,1 millions
1998	10,2 millions

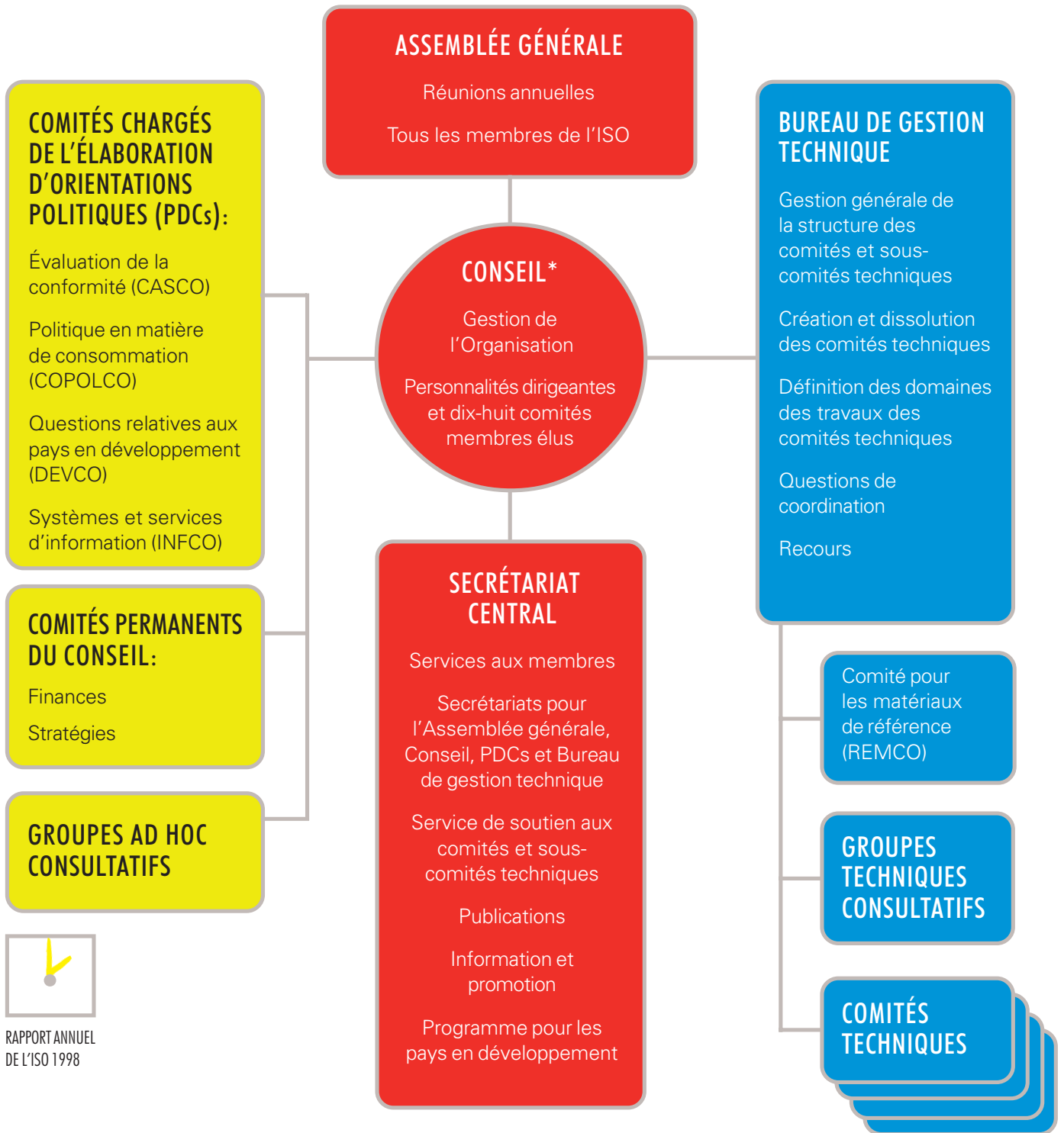


RAPPORT ANNUEL DE L'ISO 1998





STRUCTURE DE L'ISO



RAPPORT ANNUEL
DE L'ISO 1998

* MEMBRES DU CONSEIL EN 1998

- AFNOR (France)
- ANSI (USA)
- BIS (Inde)
- BSI (Royaume-Uni)
- DIN (Allemagne)
- EOS (Égypte)
- ICONTEC (Colombie)
- IRAM (Argentine)
- JBS (Jamaïque)
- JISC (Japon)
- SAA (Australie)
- SAZ (Zimbabwe)
- SCC (Canada)
- SIS (Suède)
- SNV (Suisse)
- SNZ (Nouvelle-Zélande)
- TCVN (Viet Nam)
- TSE (Turquie)



M. Liew Mun Leong Président – Singapour

élu Président de l'ISO pour la période 1997 - 1998. Il est Président de Pidemco Land Ltd., une société d'investissement immobilier, de développement et de management, active dans de nombreux pays de l'Extrême-Orient ainsi qu'au Royaume-Uni. Avant de travailler pour le secteur privé, M. Liew a passé 22 ans de sa carrière dans le secteur public, où il a

commencé en qualité d'ingénieur civil ayant des responsabilités de haut niveau dans la construction d'aéroports. Son intérêt direct dans la normalisation au niveau national comme au niveau international remonte à 1988 lorsqu'il devient Président-directeur général de l'organisme de normalisation de Singapour. Sa grande expérience des affaires l'a conduit à siéger au sein de plusieurs enceintes économiques pour promouvoir les échanges entre Singapour et d'autres pays.

M. Akira Aoki Vice-président (questions de politique) – Japon

élu Vice-président de l'ISO (questions de politique) pour la période 1998 - 1999. Il est Vice-président de la Japanese Standards Association (JSA). Il a été président du comité technique de l'ISO sur l'acier de 1981 à 1995; depuis 1986 il a représenté le Japanese Industrial Standards Committee



(JISC) au sein des organes de gestion de l'ISO et de groupes ad hoc à la direction de l'ISO. M. Aoki a largement contribué aux activités de recherche et de normalisation de l'industrie japonaise du fer et de l'acier; il a travaillé pendant plus de trente ans pour la Nippon Steel and Iron Corporation à des postes de direction et est membre honoraire permanent de l'Institut japonais du fer et de l'acier.

M. John Kean Vice-président (gestion technique) – Canada

a été reconduit dans la fonction de Vice-président (gestion technique) pour un second mandat de trois ans, 1997 - 1999. En cette qualité, il occupe également la fonction de Président du Bureau de gestion technique. M. Kean est entré à l'Association canadienne de normalisation en 1958 où il a occupé

divers postes dans le cadre des opérations canadiennes et européennes de l'organisation jusqu'à sa nomination en qualité de Directeur général en 1974 puis de Président en 1981.



M. Pierre Amsler Trésorier – Suisse

élu Trésorier de l'ISO pour la période 1996 - 1998, est actuellement Président de Amsler & Bombeli S.A., un bureau d'ingénieurs civils et de géotechnique qu'il a créé lui-même à Genève en 1979. M. Amsler a une solide



expérience d'ingénieur, acquise à la fois en Suisse et à l'étranger, ainsi que de cadre gestionnaire.



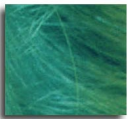
M. Lawrence D. Eicher Secrétaire général

entré à l'ISO en 1980 en qualité de Secrétaire général adjoint, est Secrétaire général de l'Organisation depuis 1986. Auparavant, il avait occupé différents postes de direction aux États-Unis au sein du National Bureau of Standards, aujourd'hui National Institute of Standards and Technology (NIST), dont

celui de Directeur de l'Office of Engineering Standards. Il possède une grande expérience universitaire en matière de recherche dans le domaine de la chimie physique.



M E M B R E S



À la fin de 1998, l'ISO comprenait les principaux organismes de normalisation de 131 pays.

Sur ce nombre, 86 sont des comités membres, habilités à participer et à exercer leurs pleins droits de vote au sein de l'ISO.

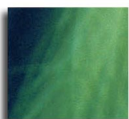
L'ISO compte également 36 membres correspondants. Il s'agit généralement d'organisations dans des pays qui n'ont pas encore entièrement développé leurs activités nationales en matière de normalisation.

Les membres correspondants ne prennent pas une part active aux travaux techniques de l'ISO et n'ont pas le droit de vote; ils sont néanmoins habilités à assister aux réunions en qualité d'observateurs et à être tenus pleinement informés des travaux qui les intéressent.

De plus, l'ISO compte neuf membres abonnés. Ces derniers proviennent de pays à économie très restreinte. Ils paient une cotisation de membre réduite qui leur permet néanmoins d'être en contact avec la normalisation internationale.

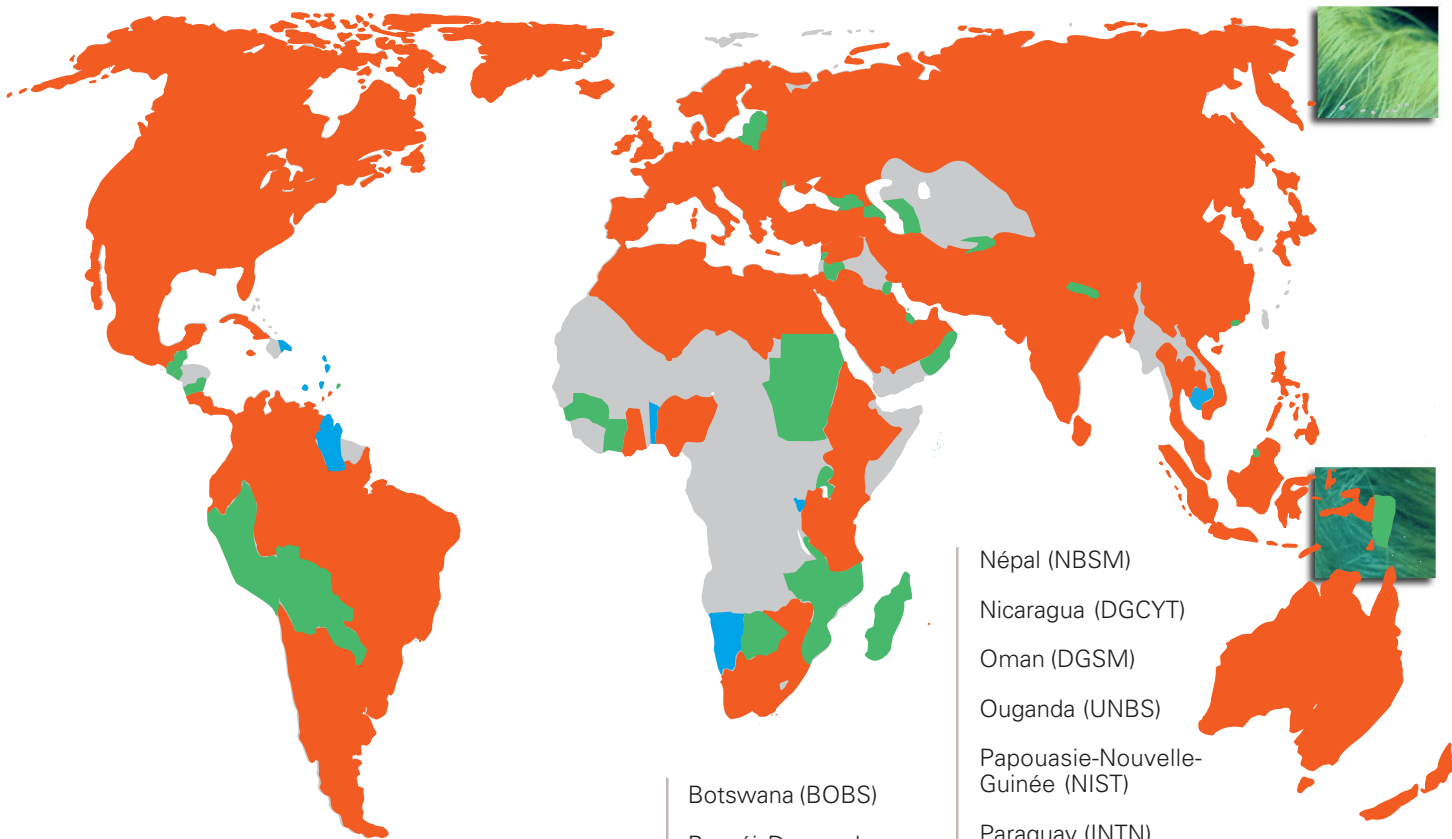


RAPPORT ANNUEL
DE L'ISO 1998



Comités membres

Afrique du Sud (SABS)	Chypre (CYS)
Albanie (DSC)	Danemark (DS)
Algérie (IANOR)	Égypte (EOS)
Allemagne (DIN)	Équateur (INEN)
Arabie Saoudite (SASO)	Espagne (AENOR)
Argentine (IRAM)	Éthiopie (QSAE)
Arménie (SARM)	Ex-République yougoslave de Macédoine (ZSM)
Australie (SAA)	Finlande (SFS)
Autriche (ON)	France (AFNOR)
Bangladesh (BSTI)	Ghana (GSB)
Bélarus (BELST)	Grèce (ELOT)
Belgique (IBN)	Hongrie (MSZT)
Bosnie-Herzégovine (BASMP)	Inde (BIS)
Brésil (ABNT)	Indonésie (BSN)
Bulgarie (BDS)	Iran, République Islamique d' (ISIRI)
Canada (SCC)	Irlande (NSAI)
Chili (INN)	Islande (STRI)
Chine (CSBTS)	Israël (SII)
Colombie (ICONTEC)	Italie (UNI)
Corée, République Populaire Démocratique de (CSK)	Jamaïque (JBS)
Corée, République de (KNITQ)	Japon (JISC)
Costa Rica (INTECO)	Kenya (KEBS)
Croatie (DZNM)	Libyenne, Jamahiriya Arabe (LNCSM)
Cuba (NC)	Luxembourg (SEE)
	Malaisie (DSM)
	Maroc (SNIMA)
	Maurice (MSB)
	Mexique (DGN)
	Mongolie (MNCSM)



Nigeria (SON)
 Norvège (NSF)
 Nouvelle-Zélande (SNZ)
 Ouzbékistan (UZGOST)
 Pakistan (PSI)
 Panama (COPANIT)
 Pays-Bas (NNI)
 Philippines (BPS)
 Pologne (PKN)
 Portugal (IPQ)
 Roumanie (IRS)
 Royaume-Uni (BSI)
 Russie, Fédération de (GOST R)
 Singapour (PSB)
 Slovaquie (UNMS)
 Slovénie (SMIS)
 Sri Lanka (SLSI)
 Suède (SIS)
 Suisse (SNV)
 Syrienne, République Arabe (SASMO)
 Tanzanie, Rép. Unie de (TBS)

Tchèque, République (CSNI)
 Thaïlande (TISI)
 Trinité-et-Tobago (TTBS)
 Tunisie (INNORPI)
 Turquie (TSE)
 Ukraine (DSTU)
 Uruguay (UNIT)
 USA (ANSI)
 Venezuela (FONDONORMA)
 Viet Nam (TCVN)
 Yougoslavie (SZS)
 Zimbabwe (SAZ)

Membres correspondants

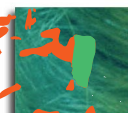
Azerbaïdjan (AZGOST)
 Bahreïn (BSMD)
 Barbade (BNSI)
 Bolivie (IBNORCA)

Botswana (BOBS)
 Brunéi Darussalam (CPRU)
 Côte d'Ivoire (CODINORM)
 El Salvador (CONACYT)
 Émirats Arabes Unis (SSUAE)
 Estonie (EVS)
 Géorgie (GEOSTAND)
 Guatemala (COGUANOR)
 Guinée (INNM)
 Hong Kong, Chine (IDHKSAR)
 Jordanie (JISM)
 Kirghizistan (KYRGYZST)
 Koweït (KWSMD)
 Lettonie (LVS)
 Liban (LIBNOR)
 Lituanie (LST)
 Malawi (MBS)
 Madagascar (MADNOR)
 Malte (MSA)
 Moldavie (MOLDST)
 Mozambique (INNOQ)

Népal (NBSM)
 Nicaragua (DGCYT)
 Oman (DGSM)
 Ouganda (UNBS)
 Papouasie-Nouvelle-Guinée (NIST)
 Paraguay (INTN)
 Pérou (INDECOPI)
 Qatar (QS)
 Seychelles (SBS)
 Soudan (SSMO)
 Turkménistan (MSIT)

Membres abonnés

Antigua-et-Barbuda (ABBS)
 Bénin (DPQC)
 Cambodge (ISC)
 Dominicaine, République (DIGENOR)
 Fidji (FTSQCO)
 Grenade (GDBS)
 Guyana (GNBS)
 Namibie (NSIQO)
 Sainte-Lucie (SLBS)



RAPPORT ANNUEL DE L'ISO 1998





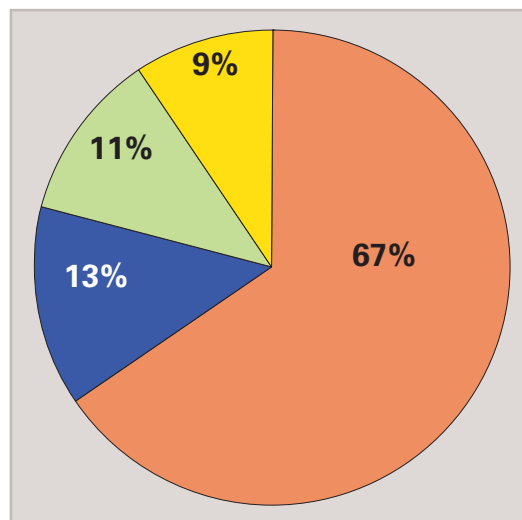
La contribution des comités membres de l'ISO à l'élaboration des normes

Pour les organes techniques de l'ISO, les services techniques et administratifs sont assurés par les comités membres de l'ISO. En 1998, les secrétariats et fonctions d'animateurs des comités techniques, sous-comités et groupes de travail étaient pris en charge par les comités membres suivants:



Ressources du Secrétariat central de l'ISO

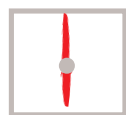
Répartition 1998 des coûts du Secrétariat central de l'ISO



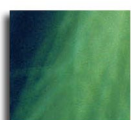
- Élaboration des normes et publications
- Service de soutien aux utilisateurs
- Vente et marketing des publications
- Service aux membres

Le Secrétariat central de l'ISO à Genève coordonne le calendrier des réunions, la circulation des documents dans toutes les directions, précise les points techniques avec les présidents et secrétaires des organes techniques et assure que les accords approuvés par les comités sont rédactionnellement mis au point, imprimés, soumis comme projets de Normes internationales aux comités membres de l'ISO pour vote et publiés comme Normes internationales. Ces activités sont assurées au Secrétariat central de l'ISO par 165 collaborateurs.

Les dépenses de fonctionnement pour les travaux de l'ISO sont estimées à 150 millions de francs suisses, la part du Secrétariat central représentant environ un cinquième de ce montant.



RAPPORT ANNUEL DE L'ISO 1998



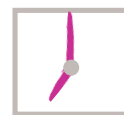
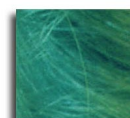
Comité membre	Secrétariat (TC/SC)	Animateur (GT)
ABNT (Brésil)	4	2
AENOR (Espagne)	5	7
AFNOR (France)	82	196
ANSI (USA)	135	446
BIS (Inde)	11	5
BSI (Royaume-Uni)	113	342
CSBTS (Chine)	6	15
CSNI (République tchèque)	1	3
DIN (Allemagne)	138	371
DS (Danemark)	7	36
DSM (Malaisie)	2	2
ELOT (Grèce)	2	2
GOST R (Fédération de Russie)	18	9
IBN (Belgique)	5	19
ICONTEC (Colombie)	1	–
IPQ (Portugal)	2	3
ISIRI (Iran)	4	5
JISC (Japon)	31	85
KNITQ (République de Corée)	–	1
MNCSM (Mongolie)	–	1
MSZT (Hongrie)	2	–
NNI (Pays-Bas)	22	75
NSAI (Irlande)	–	3
NSF (Norvège)	17	37
ON (Autriche)	2	14
PKN (Pologne)	5	5
PSB (Singapour)	–	2
SAA (Australie)	11	40
SABS (Afrique du Sud)	6	2
SCC (Canada)	20	61
SEE (Luxembourg)	–	1
SFS (Finlande)	3	10
SII (Israël)	3	3
SIS (Suède)	36	89
SNV (Suisse)	22	35
SNZ (Nouvelle-Zélande)	2	3
TBS (Tanzanie)	1	–
TISI (Thaïlande)	–	1
TSE (Turquie)	4	–
UNI (Italie)	17	36
UNMS (Slovaquie)	3	–

É T A T F I N A N C I E R



RECETTES ET DÉPENSES AU 31 DÉCEMBRE 1998

	1998 CHF 000	1997 CHF 000
Compte des recettes		
Cotisations des membres	18 927	18 822
Produits de fonctionnement		
Ventes de publications	5 640	5 617
Redevances	3 917	3 637
Autres services facturés	221	372
Abonnements au <i>Service Info ISO 9000</i>	567	654
Produits financiers	264	280
Sponsors Cinquantenaire		523
TOTAL DES RECETTES	29 536	29 905
Dépenses de fonctionnement		
Salaires et charges sociales	21 125	20 961
Loyer et entretien	3 091	3 025
Autres coûts de fonctionnement	3 274	3 443
Assemblée générale et Cinquantenaire	143	807
Équipements et installation	1 460	1 509
TOTAL DES DÉPENSES	29 093	29 745
RÉSULTATS gain/(perte)	443	160
TRANSFERT (à)/prélevé sur les provisions		
Assemblées générales	(150)	284
Fluctuations de cours	0	(40)
Provisions pour projets spécifiques	(93)	(303)
Réserve pour immeuble	(250)	(101)
Fonds généraux	50	
RÉSULTATS NETS	0	0

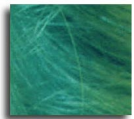


RAPPORT ANNUEL
DE L'ISO 1998





BILAN AU 31 DÉCEMBRE 1998



Immobilisations

Installations et équipement

1998
CHF 000

1997
CHF 000

0

0

Réalisable à long terme

Titres

6 565

6 809

Dotations à l'ISO

873

887

7 438

7 696

Réalisable à court terme et disponible

Caisse, banque, poste

271

1 199

Débiteurs et paiements d'avance

3 370

3 083

Dépôts à court terme

5 050

3 600

Produits à recevoir

142

154

8 833

8 036

TOTAL ACTIF

16 271

15 732

Exigible à court terme

Fournisseurs

1 125

947

Créanciers divers

1 051

893

Charges sociales à payer

258

296

Cotisations de membres reçues d'avance

657

677

Produits reçus d'avance

254

191

3 345

3 004

Provisions pour projets spécifiques

2 103

1 677

Fonds reçus pour des projets spécifiques

Dotations à l'ISO

873

887

Financements pour d'autres séminaires

(20)

144

853

1 031

Fonds généraux

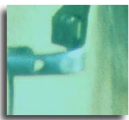
9 970

10 020

TOTAL PASSIF

16 271

15 732



RAPPORT ANNUEL
DE L'ISO 1998

